

Toute l'Europe dans les yeux de Jean-Louis Lasplacettes

Paulo Faria

Traduction de Ange-Marie Firminhac-Dupouy et Yvon Dupouy

En août 2019, un parapente s'est élancé d'une falaise au bord de la vallée d'Aspe, dans les Pyrénées françaises, et est descendu en zigzags, glissant doucement, jusqu'à ce que, déjà près du sol, le parapentiste s'emmêle dans les câbles de haute tension qui traversent la vallée. À 50 mètres du sol, l'homme est resté suspendu, contraint de replier les jambes pour ne pas toucher les câbles en-dessous, en équilibre instable, pendant plus de quatre heures, avant que les pompiers puissent enfin couper le courant et l'aider à descendre avec une grue. Martine Lacout-Loustalet, correspondante d'un journal local, couvrait l'événement. Elle vit à Aydius, un petit village à proximité, perché dans la vallée d'un affluent du gave d'Aspe. Elle est la petite-nièce de Jean-Louis Lasplacettes, combattant de la Grande Guerre, fusillé en 1917.

Sur environ 600 soldats français fusillés lors de la Première Guerre mondiale, environ 430 l'ont été en 1914 et 1915, les deux premières années du conflit, quand le pouvoir politique, pris de panique, a donné carte blanche à la hiérarchie militaire pour punir à leur guise les soldats-citoyens. Il fallut attendre avril 1916 pour que le Parlement français impose aux militaires le repositionnement des garanties minimales pour la défense des accusés et la possibilité de faire appel des peines prononcées en conseil de guerre. Et cela explique à lui seul que, lors des émeutes de 1917, le nombre de fusillés était, après tout, relativement faible. Malgré cela, beaucoup ont payé de leur vie l'audace de se révolter contre la tuerie aveugle. Jean-Louis Lasplacettes était l'un d'entre eux. Il avait quitté Aydius pour la guerre en 1914, à l'âge de 27 ans.

Aydius s'accroche comme il peut au flanc raide de la montagne escarpée et menace de glisser à tout moment sur la pente. Des rues inclinées qui nous laissent sans souffle, des escaliers serrés entre les murs. Sur la colline en face, les arbres se livrent également à des exercices d'équilibres instables, comme des clous avec des têtes tournées, enfoncés dans un mur. À l'entrée du village, Martine me montre une auberge touristique. Elle m'explique qu'elle a été construite, pratiquement, dans une zone d'avalanches.

Aydius me fait penser à l'Europe. Suspendue, en équilibre fragile et risqué, parmi les sédiments du passé, les soins intensifs du présent et l'insomnie du futur. Il y a ici un calme trompeur, une tranquillité que le vertige de la pente insiste pour secouer. Les avalanches que tous les hivers apportent et qui viennent se loger sur ces pentes, accumulant l'énergie silencieusement, sont comme les nationalismes meurtriers qui, endormis, peuvent se réveiller à tout moment. L'Union fragile, érigée dans une zone d'avalanche, devra être renforcée, approfondie, démocratisée, sous le risque de glisser, dans les gravats, en bas de la pente.

Martine est née à Bordeaux, a travaillé dans diverses régions de France, mais le hasard de la vie l'a conduite, en 1989, à s'installer à Aydius, le village de ses ancêtres du côté paternel, en particulier de sa grand-mère paternelle, Joséphine. Elle a toujours su que son grand-oncle, Jean-Louis, le frère de Joséphine, avait fait la Grande Guerre. Mais enfant, dans les quelques occasions où elle osait demander à sa grand-mère comment son frère était mort, celle-ci lui répondait simplement, sur le ton sec de celui qui n'admet plus de questions, qu'il était mort à Verdun. Lors de son déménagement vers le village, Martine commença par se demander pourquoi le nom de son grand-oncle n'était pas inscrit sur le monument aux morts, une pierre tombale fixée sur le mur de la mairie. D'autant plus que, chose bizarre, le nom de Jean-Louis apparaissait sur une plaque similaire située à l'intérieur de l'église du village. Cette incohérence l'intriguait. En 1992, elle décida de frapper à la porte d'Étienne Lamazou, figure très respectée dans le village, ancien compagnon, dans les tâches de pâturage des moutons, de son grand-père, Joseph, mort précocement au début de 1923. Ce fut cette mort,

en outre, qui a forcé sa grand-mère Joséphine à abandonner Aydius et partir à Bordeaux, pour gagner sa vie au service des maisons de riches.

Quand Martine demanda à Étienne s'il savait pourquoi le nom de Jean-Louis n'était pas inscrit sur le monument aux morts de la mairie, il répondit : « Mais vous n'avez pas lu le mon livre ? » Martine avait lu le livre, souvenirs de ce berger de transhumance, mais ce *passage* lui avait échappé. Étienne y révélait d'un ton voilé l'existence d'un fusillé de la Grande Guerre dans le village, mais sans mentionner explicitement le nom. Comme un fait qui gênait toute la communauté et qu'il valait mieux laisser enveloppé de brume. Le vieil homme dit alors à Martine ce qu'il savait, c'est-à-dire la façon dont l'histoire avait toujours été racontée à Aydius :

Jean-Louis était un homme droit, mais un jour, il avait trop bu, il s'était laissé entraîner par des camarades malveillants, avait fait beaucoup de bêtises et, en guise de punition, avait été fusillé.

Seulement ceci, mais ce « seulement » était comme si une avalanche avait frappé Martine, la submergeant et lui coupant le souffle. Elle quitta la maison du vieux berger et descendit la rue escarpée. Elle dépassa le terrain vague où se trouvait autrefois la maison de sa famille, démolie par arrêté municipal dans les années 1960, quand elle était inhabitée, mais encore en bon état de conservation. Elle réalisa alors, comme quelqu'un qui rentre dans les pièces d'un puzzle, les raisons de cette démolition, à première vue incompréhensible. Elle continua à descendre la rue ; arrivée au siège de la mairie, elle s'arrêta devant le monument aux morts et parla à Jean-Louis comme s'il était là :

« Je promets, » dit-elle, « de faire tout ce qui est en mon pouvoir pour inscrire ton nom ici. »

Puis elle a hésité. « Merde », pensa-t-elle, « et s'il avait tué un camarade dans la tranchée, s'il avait fait quelque chose d'horrible ? Dans ce cas, il va être difficile ... » Et puis elle parla de nouveau à son grand-oncle, comme si elle le regardait dans les yeux, et lui dit :

« Tu dois m'aider. Tu dois m'aider à te réhabiliter. »

Le 16 avril 1917, le général Nivelle, commandant suprême de l'armée française, a lancé une offensive majeure sur le Plateau du Chemin des

Dames dans l'Aisne, destinée, promettait-il, à percer les lignes allemandes. Comme à tant d'occasions précédentes, l'offensive, mal planifiée, s'avéra être un échec sanglant, un carnage qui traîna pendant des mois. Le 18^e régiment d'infanterie, dont Jean-Louis Lasplacettes faisait partie, perdit un tiers de ses hommes en quelques jours et il fut retiré des tranchées le 8 mai.

Le 27 mai, tout se précipita : les hommes du régiment, cantonnés à l'arrière, dans un village de l'Aisne appelé Villers-sur-Fère, reçurent la nouvelle que, cette nuit même, ils devraient retourner en première ligne, sur la scène du massacre, des attaques inutiles, des sacrifices pour rien. Dans une écrasante majorité, ils n'avaient plus droit aux permissions. Les hommes n'étaient pas rentrés chez eux depuis des mois. La propriétaire d'une des tavernes du village dira plus tard, lors de l'interrogatoire, qu'elle avait entendu des soldats grommeler : « Cependant, nous voudrions bien voir notre famille avant de nous faire tuer. »

En fin d'après-midi, l'effervescence commença. On but beaucoup. Les soldats buvaient beaucoup, d'ailleurs, dans les tranchées comme à l'arrière. Seule une semi-ivresse presque permanente leur permettait d'endurer l'horreur absolue de cette guerre. Mais, à cette occasion, les soldats burent encore plus que d'habitude, pour gagner du courage, pour pouvoir dire non. La propriétaire de la taverne, ce jour-là, vendit 500 litres de vin en seulement deux heures. Il y eut des cris, des altercations, des rassemblements se formèrent. Les plus audacieux improvisèrent un drapeau rouge avec un rideau de taverne. Les hommes marchèrent dans les rues en grands groupes, au son du tambour, ils chantèrent *L'Internationale*, essayèrent de convaincre les indécis de refuser de partir, les menacèrent, tirèrent en l'air. Un officier demanda calme et obéissance. Il fut giflé. Les rebelles jetèrent une grenade à la porte d'un bureau de tabac, brisant la vitrine.

Lorsque les camions arrivèrent pour récupérer les troupes, les rebelles brisèrent les phares des véhicules, crevèrent les pneus à coups de baïonnette, cassèrent les moteurs à coups de pistolet. Le chaos régna dans le village. Mais les hommes ne s'organisaient pas, ils n'établissaient pas de plan d'action clair. Peut-être n'étaient-ils pas conscients de leur force ? Peut-être étaient-ils surpris par l'énergie qu'ils ressentaient en eux-mêmes ? En

revanche, ils étaient conscients de la gravité de ces actes de révolte. Ils savaient parfaitement que ceux qui sont reconnus comme meneurs risquaient leur vie. Les chefs profitèrent de cette hésitation et ne perdirent pas de temps pour agir.

Pendant la nuit, un officier et trente gendarmes entrèrent dans Villers-sur-Fère pour rétablir l'ordre. Ils rencontrèrent environ 80 hommes qui refusaient toujours de partir pour les tranchées. Ces rebelles étaient en route pour Fère-en-Tardenois, où il y avait une gare, avec le vague plan de se rendre à Paris. Les gendarmes les accompagnèrent à courte distance, les uns à la tête du groupe, les autres à l'arrière, essayant de les convaincre que le moment était venu pour l'obéissance, pour la douceur. Le groupe des irréductibles, de moins en moins nombreux, s'arrêta à 400 mètres de la gare de Fère et, à sept heures et demie au matin du 28 mai, les derniers rebelles cédèrent aux appels des gendarmes et montèrent à bord des camions en direction du front.

Ce n'était là qu'un des nombreux incidents du genre, plus ou moins graves, survenus à cette époque dans la région. Les autorités militaires, craignant la paix et la contagion de la révolution russe, qui avait eu lieu en mars précédent, décidèrent d'agir sans complaisance.

Si nous voulons déclencher une discussion animée à Aydius ou dans tout autre village de la vallée d'Aspe, les pelotons d'exécution de la Grande Guerre ne sont pas tout à fait le sujet idéal. Afin de voir des gens rentrer en transe, presque prêts à atteindre des routes factuelles, il suffit d'aborder un autre sujet du terrain : l'ours. L'ours brun, espèce presque éteinte dans les Pyrénées, suscite des passions. Les bergers et les éleveurs le détestent, se plaignent des attaques du bétail, souvent laissé dans la montagne sans surveillance. Tous les sophismes et faux arguments sont bons pour critiquer le programme de repeuplement avec des ours amenés de Slovaquie, qui a commencé en 1996 et a été repris en 2006. Il est dit que les ours slovènes seraient plus prolifiques, plus agressifs que ceux des Pyrénées et qu'il est possible qu'ils soient porteurs de maladies. Aucune étude scientifique ne le prouve, au contraire. On dit que les écologistes ne sont que des étrangers,

des citoyens qui veulent conserver la nature au détriment des habitants des zones rurales.

Martine est une écologiste convaincue, une fervente partisane de l'ours. « J'ai toujours des ennuis », me dit-elle. « Je dis haut et fort ce que je pense, je ne supporte pas les injustices, la malhonnêteté, le mensonge. J'ai dit une fois à un de mes amis : " Ce n'est pas en vain que je suis la petite-nièce d'un fusillé pour l'exemple. " »

Dans ce domaine aussi, l'Europe est en équilibre instable, comme le parapente coincé dans les câbles de haute tension, comme le village d'Aydius, accroché à la pente. Au nom du développement, nous avons dévasté nos forêts et pollué nos rivières sans cligner des yeux, jusqu'à atteindre un bien-être inégalé dans le monde. Mais nous ne sommes pas en mesure de donner l'exemple, de renoncer à une partie de notre confort au profit de l'avenir, de mener la révolution verte, qui prend du temps. Nous alimentons la fournaise des démagogues qui, dans le reste du monde, nous pointent du doigt en disant que nous voulons l'environnementalisme et la biodiversité, oui, mais loin, en Amazonie, pas ici, dans notre Europe. En 2004, tout près d'ici, dans le haut de la vallée d'Aspe, un chasseur a abattu la dernière ourse de la souche Pyrénéenne, appelée *Cannelle*. Son petit, *Cannellito*, a survécu et est maintenant l'unique exemplaire détenteur du patrimoine génétique de cette variété.

À Bordeaux, au lycée, à la fin des années 1960, Martine avait une professeur d'histoire qui l'a marquée. C'était une catalane. Française mais Catalane. À cette époque, personne ne parlait des fusillés pour l'exemple. « Il y avait une authentique *omerta*, une loi du silence. Mais cette professeur nous a parlé des émeutes de 1917, nous a raconté qu'il y a eu des hommes qui se sont révoltés contre le carnage parce qu'ils ne pouvaient plus le supporter. »

Martine a le visage dur. Elle ne paraît pas être une personne à s'émouvoir facilement, mais on dirait que sa voix tremble un peu. « Je me vois toujours dans cette classe, écouter l'enseignante nous dire ce que ces hommes avaient fait. C'est une fenêtre étroite au cours de ma vie, dans ma mémoire. Et je me souviens avoir pensé : " Ceux-ci, oui, ce sont de vrais

hommes. Ceci, oui, c'est avoir du courage. " Et mon grand-oncle, j'ai réalisé bien plus tard, était l'un de ces hommes. On dirait comme un clin d'œil que la mémoire et l'histoire nous lancent. Dans des circonstances normales, je ne serais pas venue vivre à Aydius. Et je suis convaincue que je suis retournée au pays de mes ancêtres pour cela : à cause de Jean-Louis. »

Onze soldats et un caporal du 18^e RI ont été emmenés en conseil de guerre. Les instructeurs du procès ont interrogé une légion de suspects et de témoins, croisé les témoignages. Ils ont demandé à tous les soldats s'il y avait eu des réunions préparatoires, si quelqu'un leur avait donné de l'argent pour se saouler, s'ils avaient vu dans le village des hommes étrangers à ce régiment. Ils semblaient obsédés par l'idée que la révolte avait été orchestrée de l'extérieur. Comme si un tel affront était seulement concevable pour eux comme une contamination venue de l'extérieur, jamais comme un geste spontané.

Au maire du village, qui avait assisté à l'émeute, ils ont demandé s'il y avait des étrangers qui vivaient dans la commune. Toujours l'idée de l'étranger en tant que virus, en tant qu'entité suspecte, prêt à infecter le corps sain de la nation. Le maire a répondu que les seuls étrangers vivants dans le village étaient une famille suisse, au-dessus de tout soupçon, et une Autrichienne de 75 ans, y habitant depuis 15 ans, dont le fils était au front, lui aussi insoupçonnable. Pour une fois, il n'a pas été possible de trouver le bouc émissaire idéal.

Les enquêteurs ont souligné au crayon bleu, dans les transcriptions des témoignages, des phrases incriminantes, les noms des en-têtes supposés, les mots d'ordre que les manifestants avaient crié.

Il y a dans ces cris, enregistrés dans le dossier en lettres manuscrites, qu'ils nient presque tous avoir prononcé, une poésie de révolte, de désespoir, de liberté absolue.

À bas la guerre !

Vive la révolution !

Nous ne monterons pas !

C'est fini, il n'y a plus de galons, plus de gradés, plus de guerre !

Les hommes ont affirmé que la plupart d'entre eux étaient ivres. Le désespoir, la peur du peloton d'exécution, a conduit certains à dénoncer leurs camarades, à désigner des noms. Un soldat, peut-être involontairement, a exposé toute l'absurdité du procès, donnant une réponse avec ces paroles surréalistes :

« Reconnaissez-vous avoir participé à la révolte ?

— J'y ai participé sans y participer. »

Martine n'a qu'une seule photographie de Jean-Louis, en uniforme, prise quelque part dans la zone de combat. Son visage est dur, déterminé, presque féroce. Il est évident qu'il a supporté beaucoup d'horreur pour avoir un regard comme ça. Les enquêteurs l'ont accusé d'avoir incité ses camarades à se révolter, d'être l'un des leaders du mouvement, d'avoir tiré au fusil pour empêcher les autres soldats de monter à bord des camions. Il a tout nié. Il a seulement dit qu'il avait participé aux manifestations, comme tant d'autres, et qu'il s'était couché à minuit. Ils lui ont demandé les noms d'autres mutins. Il a répondu : « Je ne puis vous en donner aucun nom, mais nous étions nombreux. » Et encore : « Personne ne m'a conseillé et je n'ai conseillé personne. » À ce moment-là, il a peut-être signé sa condamnation à mort. Le capitaine de la compagnie a écrit à son sujet : « Il ne mérite aucune pitié. » Il a été abattu dans le village de Maizy, avec deux autres condamnés du 18^e RI, le 12 juin 1917.

À partir de 1992, Martine commença sa lutte pour faire inscrire le nom de Jean-Louis sur le monument aux morts de la mairie. Face à l'animosité, l'indifférence du village, l'attitude de prudence et les réticences. Aux prises avec la difficulté d'accès aux archives militaires. Petit à petit, elle commença à reconstruire l'histoire du martyr de son grand-oncle. Elle visita les champs de bataille où il avait combattu, le lieu où il avait été fusillé. Elle discuta avec des historiens et des universitaires, rencontra les descendants des autres fusillés. La cérémonie publique tant attendue a finalement eu lieu en 2009. Dans un petit espace au bas de la pierre de marbre, on dirait laissés exprès il y a cent ans, le maçon, marteau et burin à la main, a inscrit le nom de Jean-Louis Lasplacettes puis a appliqué la feuille d'or pour teinter les lettres. Le lendemain de la cérémonie, l'un des vieillards d'Aydius s'approcha

de Martine dans la rue, montra le monument aux morts et lui dit : « Si tu n'avais pas fait ça, personne ne l'aurait fait. »

En août 2019, immédiatement après l'accident du parapentiste qui s'était coincé dans les câbles de haute tension, une femme de 47 ans s'est élancée de la falaise, au même endroit, est descendue en zigzags, glissant doucement jusqu'à ce que son parapente parte se coincer dans les branches d'un arbre. La femme est restée suspendue pendant sept heures à trente mètres de haut, avant que les pompiers réussissent à la sauver. Quand on m'a raconté cette histoire, je repensai à nouveau à l'Europe, répétant sans cesse les mêmes erreurs, comme si elle n'était pas capable d'enterrer définitivement certains fantômes, persistant à se balancer au-dessus du précipice.

Cependant, comme j'essaie de toujours voir le bon côté des choses et que j'ai confiance en l'avenir, l'homme empêtré dans les câbles de haute tension et la femme suspendue à l'arbre se sont tous les deux sauvés sans une égratignure, n'en gardant qu'une histoire à relater à leurs enfants et petits-enfants, m'ont semblé être un bon indice.

On m'a raconté plus tard qu'une semaine après, un homme, curieux de voir de près l'endroit où la femme avait été piégée, avait gravi la pente escarpée à travers la forêt. Quand il était sur le point d'atteindre son objectif, il a glissé, s'est écrasé et a eu plusieurs fractures et un traumatisme crânien. Il a dû être pris en charge par l'hélicoptère de secours.

Néanmoins, je refuse de penser que L'Europe est un cas désespéré. Ce que Chico Buarque a chanté sur un coin de notre continent s'applique, je crois de toutes mes forces, au continent entier :

Oh, un jour cette terre réalisera encore son idéal.